

## PANORAMA DE L'ACTU



15 février 2018

Veille thématique sur l'actualité des familles

### LA UNE

#### Les Français ne sont pas égaux face au froid.

Nous vivons actuellement les journées et les nuits les plus froides de l'hiver. Intéressons-nous donc à cette seconde édition du baromètre Qualitel, qui vient d'être rendu public. Réalisée avec Ipsos sur un échantillon de 2.700 personnes interrogées, l'étude s'intitule : "[Logement : les Français ne sont pas égaux face au froid](#)". Premier facteur d'inégalités : sans surprise, les revenus. Deuxième facteur : l'ancienneté du logement. Pour le président de Qualitel, l'étude "pose clairement la question de la rénovation, pas uniquement énergétique, du parc de logements anciens. Celle-ci devient une priorité nationale... un enjeu fondamental en termes de qualité de vie des Français bien sûr, mais aussi d'activité économique et de progrès environnemental".



### LOGEMENT

#### Conférence de consensus

Annoncée lors du congrès des maires par le président de la République le 23 novembre 2017, la conférence de consensus sur le logement, organisée par le Sénat, a terminé ses travaux le 8 février 2018. Le projet de loi, officiellement baptisé *Elan* (évolution du logement et aménagement numérique), doit être transmis au Conseil d'État mi-février, en vue d'une présentation en conseil des ministres fin mars et d'un débat parlementaire au printemps. Lire [l'article de La Gazette des Communes](#).

Sur le sujet du quota de 25 % de logements sociaux imposé aux communes de plus de 3500 h, le gouvernement songe à intégrer dans celui-ci les logements dits intermédiaires, à mi-chemin entre les logements sociaux et les logements privés. [Voir article](#).

#### "Reconquête républicaine"

Promesse d'Emmanuel Macron, la police de sécurité du quotidien a été dévoilée le 8 février par Gérard Collomb. Quinze quartiers vont expérimenter la PSQ en septembre 2018, dont les [quartiers du Neuhof et de la Meinau à Strasbourg](#). Suivront 15 autres quartiers en janvier 2019, dont les [quartiers de Bellevue et Wiesberg à Forbach](#) (57) et de Bourtzwiller à Mulhouse (68), puis 30 autres d'ici 2020.

Un dispositif de travail va se mettre en place entre l'USH et le Ministère de l'Intérieur pour élaborer un accord national de coopération entre les organismes HLM et la police. Cet accord abordera notamment les questions suivantes : "La contribution des organismes HLM aux diagnostics locaux sur les problèmes de sécurité et de tranquillité résidentielle à partir de leurs outils de recueil des faits d'incivilités dans leur patrimoine ; la désignation de référents au sein des organismes HLM et des services de police ; la concertation sur les actions de prévention situationnelle ; la mise en place au niveau local d'actions concertées entre la Police de Sécurité du Quotidien et les équipes des bailleurs."

## ORIENTATION

### Apprentissage

1,3 million de jeunes sont sans emploi et sans formation en France, alors que sept apprentis sur dix trouvent du travail en sept mois. Edouard Philippe a, partant de ce constat, annoncé le 9 février 2018 vingt mesures pour relancer l'apprentissage des jeunes.

L'apprentissage sera transféré aux branches professionnelles pour l'ouverture des centres de formation d'apprentis. Les CFA seront dorénavant financés "au contrat", c'est-à-dire en fonction du nombre d'apprentis qu'ils accueillent et du coût du diplôme préparé, déterminé par les branches. La taxe d'apprentissage va être remplacée par une "contribution alternance" de 0,85% de la masse salariale. Les familles et les jeunes seront informés des métiers qui existent et qui sont en déficit d'employés, par des journées annuelles d'information organisées en classes de 4<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 2<sup>nd</sup>e et 1<sup>ère</sup>. Tous les jeunes qui voudront s'orienter dans cette filière auront accès à des prépa-apprentissage. Une aide financière est également prévue : tout apprenti d'au moins 18 ans bénéficiera de 500 euros pour passer le permis de conduire. 15.000 jeunes pourraient bénéficier du programme Erasmus de l'apprentissage pour effectuer plusieurs mois de formation dans un autre pays européen, selon les [recommandations du rapport Arthuis](#). La limite d'âge pour se lancer dans la filière va passer de 26 ans actuellement à 30 ans.

"L'apprentissage ne doit plus être une voie de garage mais une voie d'excellence" a insisté le 1<sup>er</sup> Ministre.

La réforme ne fait pas consensus. Les Régions désapprouvent cette perte en compétences que ne peuvent compenser les 250 millions d'euros prévus chaque année pour la péréquation territoriale et les 180 millions pour investir dans de nouveaux CFA. La FSU considère même que ces mesures sont "dangereuses pour l'avenir des jeunes" ([communiqué](#)).

### Plan Etudiant

Pression sur les familles et les jeunes lycéens au moment de « choisir » leur orientation post-bac. Alors que le projet de loi ORE (Orientation et Réussite des Etudiants) n'a pas encore franchi l'étape du Parlement, les premières dispositions du [Plan Etudiant](#) s'appliquent d'ores et déjà : les Universités avaient jusqu'à mi-janvier pour fixer les "attendus" (nouveau terme pour désigner les pré-requis) pour l'entrée en formation. La plate-forme [Parcoursup](#) a remplacé l'ancienne APB très décriée et les 700 000 lycéens de Terminale ont jusqu'au 13 mars 2018 pour saisir 10 vœux (et jusqu'à 20 sous-vœux), non hiérarchisés, qui seront soumis à une analyse par les enseignants en un temps record, selon des critères de mérite, de conformité aux fameux attendus et surtout de places disponibles.

Pour plusieurs syndicats et mouvements étudiants, mais aussi enseignants et de parents d'élèves, ce *Plan Etudiant*, en cohérence (négative ou positive selon les analyses) avec la [réforme du bac \(présentée en conseil des ministres le 14 février 2018\)](#), mais aussi avec le projet apprentissage ci-dessus, devrait encore aggraver la discrimination sociale déjà très forte dans l'Education Nationale. On pourra ainsi voir le site <http://sos-inscription.fr/> ouvert par ces organisations.

### Le CESE vous consulte

Le CESE a ouvert une consultation en ligne, à laquelle tous les internautes sont invité.e.s à participer, intitulée "**Orientation des jeunes : quelles solutions ?**". L'orientation des jeunes telle qu'elle est construite aujourd'hui est génératrice de stress. Les choix, souvent faits très tôt, permettent difficilement un retour en arrière et sont déterminants pour le reste de la vie professionnelle et personnelle. Ils engendrent une véritable pression chez les jeunes, mais aussi dans leur famille et leur environnement. Comment lever cette pression ? Comment créer des conditions favorables pour que chacun.e puisse construire son avenir personnel et professionnel sereinement ?

Rendez-vous sur <https://participez.lecese.fr/> pour faire vos propositions !



## SANTE

### Stratégie de transformation du système de santé

Le Premier ministre Edouard Philippe et Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé, ont annoncé le 13 février 2018 le lancement de la stratégie de transformation du système de santé. Une phase de concertation se déroulera de mars à mai 2018 et s'achèvera par la présentation d'une feuille de route détaillée avant l'été. Dossier de presse en [téléchargement](#).

L'[arrêté du 1er février 2018](#) porte sur le suivi et l'évaluation de la stratégie nationale de santé 2018-2022.

### Calendrier vaccinal

[Le calendrier vaccinal 2018](#) a été publié par le ministère de la Santé le 12 février 2018. Au programme, figurent comme prévu les 11 vaccins obligatoires, desquels dépendront désormais l'entrée en collectivités des enfants, ainsi que quelques modifications dans les produits disponibles. Un chapitre entier du calendrier des vaccinations est dédié aux populations spécifiques : femmes enceintes, nourrissons prématurés, personnes immunodéprimées et personnes âgées.

### Autotests

L'[Académie nationale de pharmacie](#) a passé en revue les "autotests" disponibles en pharmacie pour diverses maladies. Elle recommande de ne pas utiliser celui de la maladie de Lyme. Pour en savoir plus : le [rapport complet en téléchargement](#) ; un [article de presse](#).

### Allergies

Les allergologues montent au créneau pour défendre leurs patients. Leur inquiétude : que les traitements de désensibilisation des allergies ne soient plus remboursés. C'est, en effet, la [proposition de la Haute Autorité de Santé](#) (HAS), qui pourrait être acceptée par le ministère de la Santé. Une [consultation publique](#) est lancée.

### Santé au travail

Unifaf accompagne les associations à construire une démarche durable de prévention des risques, à anticiper l'usure professionnelle des salariés du secteur sanitaire, social et médico-social et à améliorer la Qualité de Vie au Travail. Dans cet élan, Unifaf lance le site d'information et de ressources sur la santé et la QVT: [www.sante-travail-unifaf.fr](http://www.sante-travail-unifaf.fr).

### Un nouvel accord sur l'Assurance Maladie

Tiers-payant, lutte contre le tabac... L'État et la Caisse nationale d'assurance maladie signent ce 15 février une nouvelle convention qui liste les objectifs de la Sécurité sociale d'ici à 2022. [Ce qui va changer avec ce nouvel accord, c'est à lire ici](#) (Le Parisien).

### Actualités de la lutte anti tabac

Le 20 février prochain le Parlement Européen se prononcera sur l'opportunité de recourir à son droit de veto concernant les actes délégués de la **directive tabac**. Ceux-ci viseraient à donner aux cigarettiers le pouvoir de contrôler le [trafic de cigarettes](#). [Une pétition a été lancée](#) pour que le Parlement Européen utilise son veto pour empêcher que le trafic de cigarettes soit contrôlé par ceux qui l'organisent !

Le Comité National Contre le Tabagisme (CNCT) a déposé une plainte contre les quatre grands fabricants de cigarettes pour "*mise en danger de la vie d'autrui*". Le scandale du *filtergate* : c'est [à lire ici sur le site du CNCT](#).

## Addictions

La dépendance à l'alcool est une maladie dont les femmes, soumises à un regard sévère de la société, souffrent plus encore que les hommes. Une campagne d'information a été lancée le 12 février 2018, qui alerte sur l'alcoolisme au féminin, un fléau qui reste un tabou.

Cette campagne revêt la forme, originale, d'un jeu vidéo, [à découvrir sur le portail internet addictaide.fr](#). Ce portail centralise tous les moyens de se faire aider pour lutter contre les addictions.

L'Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies (OFDT) vient de publier les résultats de l'édition 2017 de l'enquête ESCAPAD concernant la consommation de tabac, alcool et cannabis chez les jeunes de 17 ans en France. Ce rapport est accessible depuis le site de l'OFDT : <https://www.ofdt.fr/actualites-et-presse/nouveautes-ofdt/>

## Danger, portable !

A l'occasion de la *Journée internationale sans portable*, le 7 février 2018, [Agir pour l'environnement](#) et Priartém ont adressé au ministère de la Santé une lettre ouverte demandant l'interdiction des modèles de téléphones portables "destinés aux enfants". Les deux associations s'inquiètent de l'exposition des plus jeunes aux ondes électromagnétiques émises par les appareils. Lire [l'article de presse](#).

## CONSOMMATION

Dans un rapport rendu public le 7 février 2018, la Cour des Comptes s'intéresse au *compteur intelligent Linky*, dont le déploiement sur le territoire français devrait s'achever en 2021. Elle ne distribue pas que des bons points. Les sages de la rue Cambon évoquent un "dispositif coûteux pour le consommateur, mais avantageux pour Enedis". [Lire le rapport](#) (pdf)

## PROTECTION DES MAJEURS

### Les personnes protégées et AMELI

L'UNAF et les UDAF ne cessent d'alerter sur les risques d'exclusions numériques des personnes vulnérables. Elles s'inquiètent de l'absence de prise en compte du droit des majeurs protégés dans les procédures dématérialisées, soulevant la nécessité de développer les actions d'inclusion. Une contribution sera adressée au Défenseur des Droits dans le cadre d'une prochaine saisine.

L'UNAF et les autres fédérations de la protection juridique des majeurs ont ainsi rencontré la CNAMTS suite aux problématiques liées aux nouvelles conditions d'accès, par les professionnels, aux comptes AMELI des personnes protégées : à compter de juillet 2018, une adresse mail unique devra être créée pour chaque personne protégée, afin de valider la création du compte AMELI.

[L'instruction du 9 janvier 2018](#), qui vient d'être publiée, apporte des précisions sur les principales dispositions relatives à l'exercice des MJPM prévues par la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement et de ses textes d'application : généralisation du document individuel de protection des majeurs (DIPM), modalités de consultation pour l'élaboration et la révision des schémas régionaux relatifs à la protection juridique des majeurs et à l'aide à la gestion du budget familial (MJPM et délégués aux prestations familiales), conditions et modalités de cumul de plusieurs modes d'exercice de la fonction de mandataire judiciaire, procédure d'appel à candidatures pour l'exercice de la fonction de mandataire judiciaire à titre individuel.

## TUTEURS FAMILIAUX

[L'instruction du 19 janvier 2018](#) apporte des précisions sur les modalités de développement du dispositif ISTF, notamment en matière de pilotage du dispositif au niveau national et local, des précisions sur le cadre juridique et technique du dispositif, les modalités de financement, le rôle des DRJSCS, en relation avec les DDCS-PP, et des propositions d'outils et supports aux professionnels et aux tuteurs familiaux.

## ACCES AUX DROITS

### Aide juridictionnelle

La [circulaire du Ministère de la Justice, parue au BO du 31 janvier 2018](#), fixe le montant des plafonds de ressources, des correctifs pour charges familiales et des tranches de ressources pour l'admission à l'aide juridictionnelle à compter du 16 janvier 2018.

### Prime d'activité

Lorsque les revenus professionnels mensuels d'un travailleur handicapé titulaire de l'allocation aux adultes handicapés atteignent un montant fixé par décret, cette allocation est assimilée à un revenu professionnel pour le calcul de la prime d'activité. Le [décret du 6 février 2018](#) fixe le seuil pour ce calcul dérogatoire.

## JEUNESSE

### Service national universel

Un groupe de travail, mis en place par l'Élysée, doit rendre ses conclusions fin avril sur le projet de service national universel. Le Président de la République a souhaité que celui-ci soit bien obligatoire, mixte, civique et d'une durée de trois à six mois. La phase d'expérimentation pourrait débuter dès le début de l'année 2019.

### Conseil Régional des Jeunes

Installé depuis le 4 novembre 2017, le Conseil Régional des Jeunes du Grand Est s'investit dans des actions concrètes et souhaite faire entendre son point de vue. Depuis son installation, il a entamé des travaux mensuels sur le thème de "l'engagement des jeunes". Les premières propositions seront présentées le 27 mars 2018 lors de la séance plénière à Châlons-en-Champagne. Pour la suite du mandat, le transport, la culture et l'éducation sont les thématiques sélectionnées. En savoir plus sur le [Conseil Régional des Jeunes du Grand Est](#).

## CULTURE ET EDUCATION POPULAIRE

### Parlement éphémère (Epinal)

Inventer et mobiliser pour l'éducation populaire et la culture dans le Grand Est : initié par les fédérations populaires et les acteurs culturels de la région, le second volet du [Parlement éphémère](#) a réuni, autour de cette ambition commune, un large public, les 19 et 20 janvier derniers, à Épinal, après une première édition, en 2015, à Reims.

Cet évènement d'envergure régionale a accueilli près de 300 personnes désirant contribuer aux politiques publiques et formuler des propositions d'actions concrètes, autour de cette articulation entre l'éducation populaire et la culture. Les résolutions votées à l'issue de cette rencontre seront transmises par le collectif organisateur aux élus locaux et nationaux.

## AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

### Une vision stratégique pour l'avenir

Chef de file en matière d'aménagement du territoire, la Région Grand Est a lancé dès 2016 l'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDET). La constitution de ce schéma est un véritable travail partenarial puisque sont associés de très nombreuses collectivités et organismes (Départements, Régions voisines, parcs naturels régionaux, espaces de coopération transfrontalière, la SNCF, les Voies Navigables de France, etc.). Le SRADDET sera rendu en 2019 et définira le projet politique fédérateur du Grand Est. [Télécharger la plaquette de présentation du SRADDET](#)

## Déploiement du Très Haut Débit

Le déploiement du Très Haut Débit permet de renforcer l'attractivité et la compétitivité des territoires. Les nouveaux usages des entreprises, des services publics et du grand public nécessitent des débits de plus en plus performants. En Alsace, la Région Grand Est pilote, en partenariat avec les Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, la première concession fibre optique lancée à cette échelle en France et confiée à l'entreprise Rosace. Sur le reste du territoire du Grand Est, le Très Haut Débit sera également déployé dans le cadre du plus grand contrat de concession de France porté par la Région et en cours d'attribution, en partenariat avec les Départements des Ardennes, l'Aube, la Marne, la Haute-Marne, la Meurthe-et-Moselle, la Meuse et des Vosges. En Moselle, le Syndicat Mixte Moselle Fibre met également en oeuvre avec le soutien de la Région son réseau d'initiative publique pour raccorder 140 000 prises en cinq ans dans les 14 EPCI membres. Pour en savoir plus : [Le Très Haut Débit déployé dans 7 départements du Grand Est.](#)

## VIE ASSOCIATIVE

### Appel à projets

Dans le cadre du lancement de l'initiative *French Impact*, le Haut-Commissariat à l'Economie Sociale et Solidaire et à l'Innovation Sociale a lancé, avec la Caisse des Dépôts, l'appel à projets *Pionniers French Impact*, les pionniers de l'Accélérateur National d'Innovation Sociale (AIS). Transition écologique, réussite éducative, économie inclusive, cohésion des territoires, autonomie... cet appel à projet est axé sur les grands défis de notre société.

Les associations, comme tout autre acteur porteur d'un projet d'innovation sociale, peuvent candidater jusqu'au 26 février ; Retrouvez ici toutes les informations utiles : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/lancement-lappel-projets-pionniers-french-impact>

## EMPLOI

### Rapport Borello et mise en œuvre des Parcours emploi compétences

À l'issue de la mission qui lui a été confiée, Jean-Marc Borello a remis son rapport « Donnons-nous les moyens de l'inclusion » à Muriel Pénicaud, Ministre du travail. Le rapport propose notamment de « passer d'une quantité de *contrats aidés* à des *parcours emploi compétences* de qualité, car limités à des *employeurs apprenants* capables d'inclure, d'accompagner, et d'envoyer en formation leurs salariés ». Il recommande la mise à contribution d'un *Plan d'investissement compétence* (PIC), pour financer les parcours de formation adaptés. [Télécharger le rapport Borello.](#)

S'inspirant notamment du rapport Borello, les contrats aidés sont désormais transformés en parcours emploi compétences. La mise en œuvre des PEC repose sur le **triptyque emploi-formation-accompagnement** : un emploi permettant de développer des compétences transférables, un accès facilité à la formation et un accompagnement tout au long du parcours tant par l'employeur que par le service public de l'emploi, avec pour objectif l'inclusion durable dans l'emploi des personnes les plus éloignées du marché du travail. [Lire l'information diffusée par le Ministère du Travail en date du 7 février 2018 pour la mise en œuvre des PEC.](#)

## DEVELOPPEMENT DURABLE

La seconde phase de consultation publique sur l'économie circulaire a été lancée le 6 février 2018. Brune Poirson, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire, a fait part de nouvelles pistes de travail lors de son déplacement à Châlons-en-Champagne. A l'occasion de ce déplacement, elle a annoncé plusieurs mesures étudiées par le gouvernement et soumises à la consultation publique qui se poursuivra jusqu'au 25 février prochain. La feuille de route de l'économie circulaire sera publiée fin mars 2018. [Lire sur le site du Ministère.](#)

*A très bientôt pour une nouvelle édition !*